

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES DU HAUT LIMOUSIN EN MARCHÉ

SEANCE DU 12 DECEMBRE 2022

TRANSFERT DES EQUIPEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS –
VESTIAIRES DU STADE DE SAINT-JUNIEN-LES-COMBES

2022_145

L'an deux mille vingt et deux, le douze décembre à dix-huit heures, le Conseil de la Communauté de Communes du Haut Limousin en Marche, dûment convoqué, s'est réuni à l'Espace du Rocher à Magnac-Laval (87190), sous la présidence de Monsieur PERRIN, Président.

Date de convocation du Conseil de Communauté : 2 décembre 2022.

Nombre de conseillers	
En exercice	62
Titulaires Présents	51
Suppléants Présents	2
Pouvoirs titulaires	7
Votants	60

BACHELLERIE Pierre, BARRET-BONNIN Marie-Catherine, BARRIERE Jean-Paul, BERGER Odile, BOULLE Jean-Claude, BOUX Michel, COINDEAU Yvette, COMBECAU Pascal, COURTIOUX Vincent, DAVID Daniel, de LA SALLE Jacques, DELPEUCH Dominique, DESBORDES Marie-Hélène, DRIEUX Sophie, DUFOURD Jacques, ESCLAMADON Jean-Marie, FILLOUX Virginie, GAINAND Jean-Pierre, GENTY Guillaume, GUIBERT Philippe, GUIBERT Xavier, GUILLOT Olivier, GUILLON Jean-Claude, IMBERT Ginette, JACQUIER Christian, JOUANNY Alain, LACHAISE Joël, LAVERGNE Viviane, LAURENT-DUSSY Claudine, LONDEIX Colette, MAITRE Daniel, MARCOUX-LESTIEUX Patricia, MARTIN Francis, MAURY Alice, MOREAU Pierre-Charles, NAVARRE Michel, NIVARD Fabrice, NOUGIER Serge, OVAN Nicolas, PAILLER Alain, PERRIN Jean-François, PEYRONNET Claude, PIVETEAU Michel, REYNAUD Gilles,

ROCH Jean-Marie, ROUET Jean-Louis, ROUMILHAC Pierre, SAILLARD Madeleine, SCHIRA Bruno, SINGEOT Anne-Marie.

PRÉSENT Suppléant : Jean-Michel DACKOW, Marie-Thérèse NOEL,

POUVOIRS hors suppléant :

- Laurent BREGEAUD qui donne pouvoir à Virginie FILLOUX
- Michel LAVERGNE qui donne pouvoir à Viviane LAVERGNE
- Pierrette THEVENOT qui donne pouvoir à Pierre-Charles MOREAU
- Lynda AUBRUN qui donne pouvoir à Nicolas OVAN
- Claudine GORIN qui donne pouvoir à Bruno SCHIRA
- Bernard MARTIN qui donne pouvoir à Christian JACQUIER
- Martine BAMBAGINI qui donne pouvoir à Xavier GUIBERT

Excusés : Vincent DAMAR, Alain FIOUX, Pascal BREGEON.

Assistaient également à la séance des délégués suppléants.

Monsieur Guillaume GENTY est élu secrétaire de séance.

Monsieur le Président s'exprime en ces termes :

La commune de Saint-Junien-Les-Combes dispose de vestiaires sur le stade Marcel Desbordes construits par l'ex Communauté de Communes du Haut-Limousin, un procès-verbal de mise à disposition par la commune à l'EPCI a été signé le 1^{er} juin 2005.

Aujourd'hui, cet équipement n'est plus utilisé par des associations au rayonnement intercommunal. Il semble pertinent qu'une gestion de proximité soit initiée par la commune de Saint-Junien-Les-Combes où se situe cet équipement, permettant ainsi aux administrés et aux associations locales d'en bénéficier plus largement.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 septembre 2020 portant statuts de la Communauté de communes du Haut Limousin en Marche ;

Vu la délibération n°2018-180 du 19 décembre définissant les équipements culturels et sportifs d'intérêts communautaires.

Vu le Procès-Verbal de mise à disposition des biens immeubles du 1^{er} juin 2005.

Considérant que la Commune de Saint-Junien-Les-Combes assurera les réhabilitations de l'équipement et assumera l'ensemble des charges de fonctionnement du bien transféré ;

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : La restitution des vestiaires du stade Marcel Desbordes situé sur la commune de Saint-Junien-Les-Combes, à compter du 1^{er} septembre 2023 est approuvée.

Article 2 : Monsieur le Président est autorisé à signer le Procès-Verbal de retour de la mise à disposition et tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**Contre : 1 (Jean-Michel DACKOW)
Adoptée à la majorité**

Le Président,

Signé électroniquement par : Le
Président
Date de signature : 20/12/2022
Qualité : Signature des ACTES par le
Président

Jean-François PERRIN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.